

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

On s'abonne et on reçoit les annonces: A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nam, 1; A TOURCOING, chez M. Vanoverbeke, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée; A PARIS, chez MM. Havas, Laffitte-Bulher et Cie, place de la Bourse; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

Voir aux dernières nouvelles

ROUBAIX, 8 JUIN 1871

BULLETIN QUOTIDIEN

Les télégrammes qu'on nous envoie de Versailles aujourd'hui, nous donnent comme à peu près certain, qu'une entente s'est établie entre le gouvernement et les commissaires chargés de l'examen des lois sur le rappel dans leur patrie des membres de la maison de France, et sur la validation des élections Joinville et d'Aumale. Il se confirme que les princes d'Orléans ont pris l'engagement de donner leur démission, après un vote favorable de l'Assemblée, et de ne pas se représenter aux élections pendant la durée de la législature actuelle. On s'attend, à Versailles, à un discours de M. Thiers, dans lequel le chef de pouvoir exécutif renouvellera l'engagement qu'il a pris de maintenir la République. La proposition de proroger les pouvoirs du président du conseil, sera probablement renvoyée jusqu'après les élections complémentaires dont la date, quoiqu'on en ait dit, n'est pas encore fixée.

La nomination de M. Ernest Picard au poste de gouverneur de la Banque de France est officiellement confirmée. L'ancien député de Paris a toujours été homme d'esprit.

Il paraît qu'on se préoccupe beaucoup chez les républicains, des proclamations du maréchal Mac-Mahon dans lesquelles le mot de « République » n'a jamais été prononcé. Qu'y a-t-il de détonnant? La République, est le gouvernement de fait et non gouvernement de droit; en bon citoyen, le maréchal Mac-Mahon n'a pas voulu devancer la décision qui sera prise par la nation ou par ses représentants légitimes.

Le défaut d'espace nous oblige à remettre à demain la publication des dépêches officielles reçues d'Algérie. La situation de notre colonie s'améliore chaque jour. De nouveaux succès ont été remportés par nos troupes qui, bientôt, seront complètement maîtresses de l'insurrection.

Nos lettres d'Italie nous signalent des enrôlements à fillets sur une vaste échelle, avec la connaissance et le concours du bureau de guerre italien, à Rome, à Milan, à Paris, à Bologne et à Parme. On se demande quel est le but qu'on se propose. S'il s'agit de la République, le gouvernement n'y préparait pas la main. Il n'est pas question de Rome. Ou dans tout lieu de croire qu'il s'agit de la république de Nice et de la Savoie, et qu'on va favoriser une expédition de volontaires garibaldiens.

Les républicains révolutionnaires de tous les pays se montrent très touchés de la décade de la Commune parisienne. Ils tachent de l'admirer autant qu'ils le peuvent et ils essaient d'amener les gouvernements à donner asile aux insurgés fugitifs. On connaît l'attitude tenue par eux, dans les Parlements, les journaux, les réunions de la Belgique et de l'Angleterre. En Espagne, ils viennent, dans une manifestation solennelle, de se déclarer, « les administrateurs de ceux qui ont la Commune ». Ils ont même des députés dans les congrès, que « les républicains parisiens, d'abord que des « malheureux, seraient considérés comme « tels et reconnus comme Français ». Le républicain Soler et un grand nombre de ses amis ont protesté. Ils ont même déposé une proposition d'interpellation, et ont signé une proposition dont leur orateur Castelar, ne doit faire le défenseur. Ces gains-là sont les mêmes partout.

Comme on le verra dans nos dépêches, le Ministre anglais a déclaré à la Chambre des Communes qu'aucune communication, ni aucune aide faite par le Gouvernement britannique au sujet de l'abrogation du traité de commerce. Il a souligné la nécessité de « certaines modifications » nécessaires par l'état actuel de nos finances.

Nous engageons nos lecteurs à ne pas prendre à la lettre les « dit » que le télégraphe transmettant que nous apporte au sujet de la récolte du coton en Amérique. Il est prudent d'attendre les avis officiels avant de se faire une opinion. — A. R.

LETTRÉ DE VERSAILLES

Versailles, 7 juin.

Les idées de conciliation ont gagné du terrain, hier. Nous avons appris au cours de la séance que M. Thiers renouait à son projet qui consistait à interdire toutes fonctions publiques aux princes d'Orléans. Nous n'avons jamais pris au sérieux ce projet que M. Thiers ne serait jamais venu soutenir devant la Chambre et le pays; c'était une machine de guerre parlementaire, c'est-à-dire que M. Thiers comptait être en droit quand il y renoncerait de réclamer à son tour des concessions; mais la Chambre est une sorte de Protée aux formes perpétuellement changeantes: on n'est jamais sûr de la tenir. M. Thiers vient d'en faire l'expérience, car il a dû, hier, devant les intentions bien arrêtées de la commission, rétracter son projet qui était une sorte de loi de sûreté générale contre les princes.

On cite, à propos de ce caractère indépendant de l'Assemblée, un mot très-profond Madame Thiers causait avec le marquis de Mornay: « Je ne comprends pas cette Chambre, » disait-elle; et elle s'étonnait des luttres que son mari avait à soutenir, plus piteuses qu'au temps du régime parlementaire. — Cela tient, répondit M. de Mornay, à ce qu'il y a dans cette Chambre plus de 300 députés qui ne demanderont jamais une place à M. Thiers.

Le chef du Pouvoir exécutif a dû céder devant la volonté bien arrêtée de la majorité. On assure, cependant, qu'il a obtenu une partie des concessions qu'il désirait. Les princes avaient d'abord déclaré qu'ils conformeraient leur conduite aux vœux de leurs amis, et l'on voit qu'ils avaient tenu la promesse faite par eux de ne pas venir à Versailles. Leur élection étant validée, ils se proposent de paraître vendredi à l'Assemblée; ils prendront séance, selon l'expression officielle; mais ils s'abstiendront de tout discours, on manifeste, et le lendemain, ils quitteront Versailles pour aller faire visite au comte de Chambord. Cette visite serait l'acte de proclamation de la fusion, car, plus que jamais, on persiste à dire que la fusion est un fait accompli.

On faisait courir, hier, à la Chambre, des bruits alarmants, que rien ne justifiait: on parlait de troubles qui auraient éclaté à Lyon et dans plusieurs villes. Ces bruits étaient faux; mais ce qui est vrai, ce que vous pouvez constater par vous-même, c'est le malaise général qui pèse sur les populations des villes et des campagnes, c'est l'inquiétude qu'entrevoit la prolongation du provisoire.

Le prince de Joinville a couru un grand danger, il y a quelques jours. Il venait de Rouen et devait descendre à Mantes; il s'était enjourné et se réveilla quand le train eut dépassé Mantes. Il ouvrit la portière, au moment où, près d'un pont, la machine d'un train se ralentissait, lança sa valise à terre et s'élança lui-même. Il n'éprouva aucun mal, mais il dut faire deux lieues à pied pour regagner Mantes.

Le Journal officiel a enregistré, hier, les modifications ministérielles, et vous verrez qu'elles ne contenteront personne. C'est trop ou trop peu, dira-t-on. Sans doute, le Cabinet se renforce d'un honnête homme, accepté par tous les partis, M. Victor Lefranc; mais M. Jules Favre reste au ministère, ainsi que M. Jules Simon.

Le bruit court que le maréchal Mac-Mahon aurait fait connaître à M. Thiers son désir ou plutôt sa volonté de quitter son commandement aussitôt qu'il sera possible. Ce serait faire tort à la grande âme de l'illustre soldat que de supposer sa résolution dictée par quelques froissements personnels. Je puis vous affirmer que les événements des derniers mois, ses héroïques efforts trompés par la fortune, sa captivité, l'effrayante répression de la guerre civile ont jeté dans son esprit une insurmontable tristesse. Il porte le deuil de la gloire militaire de la France et ne peut se consoler de ses dé sastres. En outre, il répugnerait à sa loyauté de freiner dans la moindre intrigue politique.

Le procès d'Assy doit commencer demain, on suppose que celui de Rochefort sera encore une fois ajourné.

On raconte que M. Thiers a eu hier, soir, une entrevue avec le duc d'Aumale.

Il y a à l'Assemblée un certain nombre d'avocats; on assure qu'aucun d'eux n'a consenti à se faire le défenseur d'un des accusés comparaitre devant les conseils de guerre.

Lettre de Mgr. l'Evêque d'Orléans.

AU CLERGÉ ET AUX FIDÈLES DE SON DIOCÈSE, SUR LES DERNIERS MALHEURS DE PARIS POUR DEMANDER DE SOLENNELLES EXPIATIONS

Ce ne sont plus seulement des prières, mes très-chers Frères, ce sont des expiations que je viens vous demander, et qu'il faut offrir à Dieu pour notre malheureux pays.

Car des crimes ont été commis, sans nom et sans exemple dans l'histoire; crimes contre la patrie, contre la société, contre la civilisation, contre l'humanité, contre la religion, contre Dieu.

Un frisson d'horreur vous saisit comme moi, mes Frères, à cette dernière nouvelle qu'ils ont fusillé les députés, des magistrats, des religieux, des prêtres, l'archevêque de Paris! Généralisez et sainte victime de nos anciennes guerres civiles, hélas! Votre sang n'aura pas été le dernier versé! Non; comme dit l'Écriture: Le sang a bûché le sang, languis sanguinem tetigit. Et ils ont mêlé ces assassinats à d'effroyables incendies. Paris est en flammes! Ils ont mis le feu aux quatre coins de cette grande capitale; ils ont versé à flots le pétrole et les bombes incendiaires; les maisons, les monuments, les palais, les musées, les bibliothèques, les chefs-d'œuvre du génie humain, les merveilles de l'industrie et des arts, les riches ses privées et publiques, ils se sont acharnés à détruire tout!

On! les oreilles tintent, comme dit le prophète, et les mains tombent à tout un peuple d'abattement et d'effroi; *tiens tunc, et manus populi terre contrahuntur!* Devant de telles catastrophes, on ne se sent plus la force que de courber la tête, de se frapper la poitrine, et de crier à Dieu: « Seigneur, pardonnez, pardonnez à votre peuple et ne soyez pas irrité éternellement contre nous! Parce, Domine, parce populo tuo; ne in eternum irascaris nobis! »

Voilà pourquoi, mes très-chers Frères, je viens vous convoquer de nouveau au pied des autels. Oui, pleurons, expions, humiliions-nous sous la puissante main de Dieu: *Humiliamini sub potenti manu Dei!* Et à des forfaits aussi monstrueux, qui mettent de comble à notre confusion devant le monde entier, et à nos désastres, opposons le cri de nos douleurs, nos larmes mêlées à nos prières, et ces humiliations de la pénitence qui appellent la miséricorde et le pardon.

Mais, il faut plus, mes très-chers Frères, une voix sort de ces ruines, éclatant, formidable, secourable aussi, et il faut savoir entendre ce qui écrie cette voix:

Et nunc, Reges, intelligit; erudimini qui judicatis terram! Et maintenant comprenez, instruisez-vous, et vous, peuples, et vous, princes de peuples, et vous tous qui gouvernez les hommes!

Car si nous avons toujours des yeux pour ne pas voir, et des oreilles pour ne pas entendre, c'en est fait de nous, nous sommes un pays désespéré, et la France est perdue; quels plus terribles enseignements pourrait-elle, en effet, attendre encore?

Que les habiles cherchent ici les causes politiques, qu'ils signalent les fautes commises, les responsabilités encourues, soit; mais ces vues, s'il n'y en avait pas d'autres, ces vues mortelles hétéroclites trop nos regards, comme d'ait cet ancien, *mortales hétéroclites visus*. Il faut aller aux causes profondes; il faut regarder plus haut, jusqu'à cette puissance supérieure que nous nomme en ce moment ceux-là mêmes qui semblaient le moins y croire: Par là des flammes qui devorent Paris, il est impossible de ne voir que la main des hommes; il y faut voir aussi ce que la religion antique voyait dans les grands cataclysmes, *numina magna delens*; et pour le langage chrétien, il y faut voir Dieu, nous châtant par nous-mêmes, écrasant notre orgueil sous les coups d'une main qui semble implacable, et confondant enfin cette infatuation funeste, qui détournait de lui nos pensées et nos cœurs, et qui nous a tous enivrés et perdus!

Le doigt de Dieu est ici! qui peut maintenant ne pas sentir?

Ah! déjà, en s'inclinant sous la main divine, on demandant à la religion de prières, l'Assemblée nationale l'avait senti et proclamé.

Mais ces prières, je le dis avec confusion et douleur, il y en a qui les ont ralliées; ce grand et naturel mouvement d'un peuple qui se tourne vers Dieu dans le malheur, il y en a qui ont été: la presse irréligieuse et révolutionnaire n'a pas manqué de renouveler ici ses blasphèmes accoutumés.

En bien! devant ces ruines fumantes de Paris, devant ces derniers éclats de la foudre, devant ces crimes accumulés, riez-vous encore, messieurs? Argumentez-vous, sophistes? Et blasphémerez-vous, impies? Ah! vous n'avez pas voulu voir le divin, eh bien! le satanique vous est apparu!

Si vous le pouvez, niez-le. Est-ce que ce qui vient de se passer à Paris n'est pas satanique? Est-ce que le mal, la fureur du mal, la rage insensée de la destruction, le meurtre, le sacrilège, l'impie peuvent aller plus loin? Cette vaste et formidable association, qui a mené et qui mène encore toute cette révolution, est-ce que son premier dogme, ce n'est pas l'athéisme?

Lisez les statuts de l'Alliance:

Art. 1er. — L'Alliance se déclare athée. Elle veut l'abolition des cultes et en même temps l'abolition du mariage.

Art. 2. — Avant tout, l'abolition définitive des classes, l'égalisation politique des deux sexes. Avant tout, l'abolition du droit de l'héritage. (1)

Et, comme il y a, outre la religion, deux autres colonnes qui soutiennent l'ordre social: la magistrature et l'armée, ils n'en veulent plus.

Ainsi, plus de religion, ni de Dieu; plus de cultes, ni de prêtres; plus de codes, ni de magistrats; plus de soldats, ni de soldats; plus d'hérédité; plus de propriété transmise par les pères aux enfants; plus de hiérarchie dans la société; plus de société; plus de mariage, plus de famille. Voilà ce qu'ils veulent.

Et qu'est ce qui complotte toute cette œuvre? La Révolution; et ils la définissent, l'un « une matière en fusion, pareille à la lave des volcans; l'autre « un coup de foudre qui éclairera, dit-il, ceux qu'elle frappera ».

N'est-ce pas ce que nous venons de voir à Paris?

Voilà pourquoi, à tous leurs excès vous avez vu se mêler, à un degré si prodigieux, la haine de la religion, la Commune se hâter de proclamer et d'installer dans les écoles l'enseignement athée, profaner et piller les églises, emprisonner et fusiller les prêtres, toutes les saturnales enfin de l'athéisme et de l'impie.

N'ont-ils pas été jusqu'à faire monter dans la chaire de Saint-Sulpice profané un enfant de douze ans, qui, aux applaudissements de leur club en délire, déclarait « qu'il n'y a pas de Dieu, qu'il n'en veut plus! »

« Nous nifions Dieu », avait écrit l'un d'eux.

Où, c'est l'impie révolutionnaire, c'est le socialisme athée qui a brûlé Paris: ce n'est pas l'huile et le flamme, ce ne sont pas les bombes, ce sont les idées; les idées impies, incendiaires, subversives de toute société, dont ce pauvre peuple a été saigné! Voilà jusqu'où l'athéisme peut pousser les foules égarées. Ce n'est pas seulement la plus effroyable tyrannie imposant aux plus sauvages cruautés.

Et comme pour le montrer avec plus d'éclat au monde, Dieu a permis que ce fût à Paris même, à Paris, ce foyer si vanté de la civilisation moderne et des lumières, que l'impie triomphante prouvât ce qu'elle sait faire.

Ah! Dieu l'a-t-il assez humilié et châtié, cette ville! En quelles mains sous quel joug a-t-il permis qu'elle tombât! Et les vils tyrans qui ont pu se rendre maîtres l'ont-ils assez déshonoré, souillé, ruiné!

Mais ce qui doit ajouter ici à notre confusion et à notre épouvante, c'est le nombre de ceux qui ont pris part à ces horreurs, qui se sont trouvés là pour résoudre, organiser, et accomplir ces crimes abominables, ces impies atrocités.

C'est le nombre de ceux qui ont fait plus ou moins cause commune avec eux!

Qu'il y ait sur la terre des scélérats, hélas! oui; mais tant de scélérats! tant d'hommes, de vieillards, de femmes, d'enfants enrôlés pour le meurtre et l'incendie!

Ah! on voit maintenant le travail de perversion profonde qui s'est fait pendant vingt années impunément, chez ce malheureux peuple.

Il y a là un mystère effroyable d'iniquité.

On aurait voulu croire qu'ils n'étaient que quelques-uns avec la Commune.

Ms étaient les 200,000 qui ont voté pour Garibaldi! Pour moi, quand j'ai vu un tel vote, j'ai, dès lors, pensé qu'il fallait, sans faire à tous la part égale, s'attendre à tout.

Que d'illusions se sont faites, sur tout cela des honnêtes gens eux-mêmes, déplorables abusés! Par quelles pitoyables excuses ils cherchaient à atténuer l'origine, une révolution grossière de tant de calamités et de forfaits! Ce n'était, à les entendre, qu'un dépit inexplicable, qu'une boutade parisienne, de mauvais goût, mais sans conséquence. Non, non! c'était profond, effrayant; cela sortait des entrailles mêmes de cette population gangrénée d'irréligion; ce n'était pas ridicule, ni grotesque, comme on disait; ce fut, ce devait être atroce. Et, il n'était pas permis de voir là autre chose, et de se tromper à ce point sur les doctrines révolutionnaires et impies dont cette multitude était depuis si longtemps abreuvée.

Il fallait savoir qu'il y avait dans ce Paris des bas-fonds formidables! et c'étaient ces bas-fonds ténébreux qui s'agitaient et montaient à la surface.

Et s'ils avaient triomphé, — et à quoi a-t-il tenu un jour qu'ils n'aient triomphé? — Où en serait aujourd'hui la France?

À l'heure qu'il est, la France serait courbée, comme l'a été Paris, comme elle l'a été tout entière en 93, sous le joug de milliers de comités qui, dans les provinces terrorisées, auraient enfanté et établi partout la Commune, sous l'excitation de ces détestables journaux qui l'ont applaudie et applaudi-ent encore.

Car, il faut bien l'entendre, dans toutes nos plus ou moins grandes villes, il y a aussi des bas-fonds qui bouillonnent sourdement, et, en temps de révolution, montent, montent, et n'attendent que l'occasion pour déborder.

Ne le niez pas; la preuve est faite; les scélérats de la Commune ont reçu des encouragements et des adhésions qu'il est impossible d'oublier, ont été soutenus par des scribes audacieux qui ont tout à coup surgi,

qui aient, chaque matin, des sommations menaçantes, à l'Assemblée nationale, et au pays.

Non, non, ne vous faites pas d'illusions sur cette situation de la France: O vous, qui que vous soyez, qui êtes appelés à la gouverner, ne cherchez pas seulement à être habiles quand vous pouvez, quand vous devez être grands!

Mais, ne sera-t-il permis de dire ici toute ma pensée? Et pourquoi ne la dirais-je pas? C'est à l'heure ou jamais de se dire à soi-même, et à la France, les vérités qu'il faut que tous entendent.

Le Temps écrivait: « Avec tous nos concitoyens, nous sommes accablés sous le poids d'un malédiction que nous avons méritée avec eux. Quel Français, en effet, peut se dire innocent de ces crimes abominables? »

Où, le Temps a raison, beaucoup ici sont coupables, et, je le dirai, plus ou moins complices de la Commune, sans l'avoir voulu ni prévu, sans doute, mais ils le sont.

Vous l'êtes, malheureux journalistes, frivoles et élégants littérateurs, insouciantes hommes du monde, philo-sophes incroyants, vous tous qui, par la plume, par la parole ou par l'exemple, avez travaillé à démolir les croyances et la religion de ce peuple!

Et nous aussi, car nous ne devons pas nous innocenter nous-mêmes, nous aussi qui n'avons pas assez travaillé à les lui conserver!

Ah! vous ne tirez pas les conséquences des doctrines d'impie, mais le peuple, lui, les tire avec une logique terrible.

Et prenez-y garde, mais il n'a pas fini. Je vous le dis, moi: si ce peuple demeure matérialiste et athée, si vous continuez à le corrompre par la presse, si, à force de labours, de dévouement, d'amour, vous n'en faites pas un peuple croyant et chrétien, ce que vous avez vu n'est que le commencement. Et je le dirai avec le maître suprême dont vous avez trop dédaigné les leçons: *sunt hæc initia dolorum.*

Échappés à l'athéisme aujourd'hui, vous y retombez et alors en sortirez-vous? Essayez encore de vous rassurer sur votre progrès, votre civilisation, vos lumières, vos mœurs douces et polies, à ces horreurs qui dépassent 93, et la sauvagerie elle-même; et cela à Paris! à Paris!

En! quand vous avez brisé tous les freins, où voulez-vous que ne s'emporte pas un peuple?

Ne l'oubliez plus jamais: c'est par la brèche de l'athéisme que l'Internationale monte à l'assaut de la société; et tout peuple sans religion, sans christianisme, tout peuple matérialiste et athée, est son peuple.

Ces conséquences, fatales, irréversibles, de l'athéisme et de l'irréligion, aveugle, très-aveugle qui ne les voit pas!

Hélas! lorsque j'écrivais, il y a quelques années, *l'athéisme et le péril social*, je les dénonçais, mais en vain.

En voyant monter le flot de l'impie, l'athéisme et le matérialisme élever la voix jusque dans nos chaires d'enseignement public, et infecter la jeunesse et le peuple; en voyant, d'autre part, les attentats contre l'Église et le Siège apostolique marcher à leur consommation; et quand des fléaux, précurseurs de nos calamités présentes, tombaient déjà sur nous, je m'étais écrié:

« Dieu nous avertis, et on ne comprend pas! Dieu nous frappe, et on ne comprend pas!... On m'appellera, si l'on veut, prophète de malheur; mais ce qui se prépare est effroyable. » (1)

Nous étions alors en de tels temps que ce simple rappel de la Providence, fait par un évêque, excita des étonnements et des soulèvements étranges.

Je répétais: « Aujourd'hui, c'est la guerre à Dieu; demain ce sera la guerre à la société... L'athéisme vous fera un peuple effroyable... Ces jeunes gens, ces ouvriers, dans dix ans peut-être, ils seront les maîtres. Les congrès de Liège et de Berne ont révélé les Saint-Jus, les Hébert, les Chaumette, les Carnier futurs d'une nouvelle révolution, démocratique et sociale. » (2)

Quatre ans à peine se sont écoulés, et cette révolution s'est accomplie; ces ouvriers, ces jeunes gens ont été les maîtres.

Et Paris est en cendres!

Et la France, haletante, éperdue, ne sait où ni à quel se prendre!

Voilà comment Dieu se rappelle aux peuples qui l'oublient.

Et nunc, intelligit, erudimini!

Ah! malheureuse société française, qui corromps ton peuple, et qui ensuite es obligée de le mitrailler, jusqu'à ce qu'il te mitraille à son tour, quand donc sortiras-tu de ce cercle fatal? — Quand tu auras retrouvé Jésus-Christ, pas avant.

Non enim est aliud nomen sub celo datum hominibus, in quo oporteat nos salvos fieri.

Ni les individus, ni les peuples ne peuvent se sauver sans le Christ.

Si la France ne revient pas chrétienne, elle est perdue.

Mais non, j'ai meilleure espérance de mon pays. Éclairée enfin par l'excès même de ses malheurs, la France te comprendra, et en ce moment sur les lèvres de ceux-là même qui croient n'avoir point la foi, et qui l'avaient avec regret, je surpris des accents qui me touchent jusqu'au fond de l'âme:

« Perdus par l'universelle infatuation, s'écrie le publiciste que je citais tout à l'heure,

(1) Lettres sur les malheurs et les signes du temps.

(2) L'athéisme et le péril social.

(1) Association internationale des Travailleurs, par Oscar Testut, p. 28.